



SECURITY DEFENSE

Business review

L'actu de la Menace

N° 39 • 03 Mai 2011

→ Une certaine vision de la démocratie.....

Au Nigéria, les violences intercommunautaires déclenchées dans le nord musulman, après l'élection le 16/04 à la présidentielle du chrétien Goodluck Jonathan, ont fait 246 morts selon l'ONG de défense des droits de l'homme "Civil Rights Congress". Les autorités ont refusé de confirmer ces chiffres ou de donner un quelconque bilan des victimes, de crainte (disent-elles) d'alimenter les violences entre chrétiens et musulmans, notamment dans le nord à majorité musulmane...AFP

→ De qui a peur le Monténégro ?

Le ministre de la Défense monténégrin, Boro Vucinic, s'est rendu à Nicosie (Chypre) pour signer un accord de défense et de coopération avec son homologue chypriote Kostas Papakostas. A cette occasion, il a fait part du souhait du Monténégro de devenir membre de l'OTAN et de l'UE, évoquant l'adoption de ses standards, pour se mettre au plus vite à l'abri de leurs systèmes collectifs de sécurité. Que craint le Monténégro? La Bosnie? L'Albanie? Ou les deux?

→ Cyber attaque en Corée du sud

Le 12/04, une Cyberattaque a paralysé pendant plusieurs jours les activités de la "National Agriculture Cooperative Federation", appelée "Nonghyup", empêchant plus de 5 millions de ses clients de retirer de l'argent et d'utiliser leurs cartes de crédit, mettant dans l'impossibilité ce réseau bancaire majeur de facturer ses clients et de régler les paiements aux commerçants! C'est le 2ème incident de ce type en un mois, après l'intrusion d'un pirate dans le système informatique de Hyundai Capital qui a dérobé des données concernant 420.000 clients (noms, adresses, téléphones) et 13.000 mots de passe. AFP

→ L'Iran sous pression

L'Iran aurait été la cible d'une deuxième Cyberattaque, a affirmé le chef des services de défense civile Gholamreza Jalali. Le nouveau virus, baptisé "Stars", aurait pu être découvert et des experts l'analyseraient, a-t-il dit à l'agence de presse iranienne Mehr, sans préciser la cible exacte de Stars et l'étendue de son impact. Reuters

→ Le ciel s'assombrit pour l'OTAN au Pakistan

Les partisans de l'ancien joueur pakistanais de cricket Imran Khan ont mis fin le 24 avril à un sit-in de deux jours, sur la route contournant Peshawar, qui visait à contraindre les Américains à mettre fin à leur campagne d'attaques de missiles contre les insurgés islamistes dans la zone tribale pakistanaise. Imran Khan, qui dirige le parti Tehreek-e-Insaf (Mouvement pour la Justice), avait indiqué que ses partisans bloqueraient "le ravitaillement de l'OTAN dans plusieurs points du pays si les attaques de drones ne s'arrêtaient pas dans un délai d'un mois". Les tirs de la CIA, faisant des victimes civiles, sont de plus en plus mal vécus. A suivre...AFP

SOMMAIRE

- > Interview d'Eric Freyssinet, LCL de gendarmerie p.2
- > Dans les secteurs p.4
- > Les marchés financiers p.5
- > MultiMedia: la face cachée du consumérisme p.6

AGENDA

- > 10 - 13 Mai 2011 - Brno, Rép. Tchèque IDET
- > 16 - 19 Mai 2011 - Birmingham, UK IFSEC
- > 24 - 27 Mai 2011 - Budapest, Hongrie TETRA World Congress
- > 31 Mai - 02 Juin 2011 - EAU Airport Expo Dubaï
- > 08 Juin 2011 - Paris, France 2ème Assises du CSFRS

Plus d'infos

→ Somalie

L'Organisation maritime internationale a condamné l'utilisation des marins comme bouclier humain, après la poursuite de la détention par les pirates somaliens de 7 membres d'équipage d'un navire récemment libéré, suite au paiement d'une rançon, près de sept mois après son détournement.

Interview du LCL de gendarmerie Eric Freyssinet

Chef de la division de lutte contre la cybercriminalité

◆ **SDBR: Mon colonel, pouvez-vous nous préciser votre champ d'investigation ?**

EF: Dans le service que je dirige, nous sommes 21 gendarmes pour faire des campagnes de surveillance sur des sujets précis en fonction des priorités: atteintes aux mineurs, jeux en ligne, atteintes à l'environnement et à la Santé publique (ventes de médicaments, d'anabolisants ou autres sur Internet) soit par contrefaçon soit par ventes illégales, stupéfiants diffusés sur Internet (objectif 2011). Tout au long de l'année, indépendamment de ces campagnes ciblées menées sur quelques semaines, nous suivons l'actualité mondiale et nous vérifions si certains faits délictueux ont engagé des français ou ont donné lieu à des échanges sur le Net. En outre, nous sommes à l'affût des nouveautés de fraudes financières sur Internet.

◆ **C'est un panel très large qui exclut le terrorisme, n'est-ce pas ?**

En matière de terrorisme nous menons une action sur la diffusion de recettes d'engins explosifs qui touche souvent des gamins, mais nous dialoguons aussi avec la cellule de veille antiterroriste. En gendarmeries, il y a des unités qui travaillent plus spécifiquement sur les affaires de terrorisme à qui nous apportons parfois une aide technique: Corse, ETA, etc.

◆ **Par rapport à tous ces sujets, quel est le classement de votre activité ?**

En observant tous les enquêteurs spécialisés de la Gendarmerie en France, nous sommes à 25% d'affaires relatives aux mineurs et 25% d'escroquerie. Les 50% restant concernent tous les autres phénomènes qui utilisent du téléphone ou de l'internet pour communiquer: trafic de stupéfiants, homicides, etc. Concernant plus précisément la division de lutte contre la cybercriminalité que je dirige, 80% des dossiers concernent des atteintes aux mineurs (pédopornographie et prédateurs sexuels sur Internet) et mobilisent la moitié de nos effectifs. Nous produisons beaucoup de dossiers de ce type car il se passe beaucoup de choses et que nous avons automatisé un certain nombre de process, telle la surveillance des échanges sur le "peer to peer"*.

◆ **Quelle est l'importance des moyens humains de la Gendarmerie, au delà de votre service ?**

Au niveau national nous avons 220 enquêteurs spécialisés (avec l'objectif d'en former 30 supplémentaires), pour pouvoir traiter les supports de preuves numériques trouvés dans les enquêtes judiciaires, c'est à dire au moins 2 par département. Il faut rajouter 350 correspondants locaux, que nous appelons "correspondants NTECH", qui sont positionnés au niveau des brigades de recherches et des brigades territoriales et que nous continuons à former. Au niveau de notre service central nos effectifs sont restreints, mais ils correspondent à un choix de l'Etat qui arbitre en fonction des risques à couvrir. Il faut rappeler en outre le rôle important des parents, dans la protection au quotidien de leurs enfants, contre les risques qu'encourent les mineurs sur Internet...

◆ **Qu'est-ce qui justifiait votre présence à une conférence telle qu'Hackito Ergo Sum ?**

A partir du moment où des sujets concrets sont débattus, tels que le piratage de clés de voiture pour le vol de véhicule ou la sécurité des transports, notre présence se justifie pour connaître dans le détail l'état des recherches dans ces domaines. En outre, quelque soit l'univers de ces chercheurs (travaillant seuls chez eux, freelance dans des sociétés de sécurité ou faisant de la recherche académique), il est souvent en relation avec le domaine de l'investigation en utilisant des outils ou des méthodes qui nous intéressent. La plupart du temps ce type de conférence est avant tout à dominante technique.

◆ **Qu'y avez-vous passé comme message ?**

Un message en deux parties. Tout d'abord j'ai expliqué ce que nous faisons et les problèmes auxquels nous sommes confrontés, pour briser la glace et établir le dialogue avec les participants. Ensuite, j'ai posé un certain nombre de questions pour rappeler les limites qui existent conformément à la Loi (c'est notre rôle), pourquoi la Loi est ainsi faite et comment nous l'appliquons. J'ai aussi rappelé qu'il fallait se mettre d'accord sur la terminologie employée (gentil hacker, méchant pirate, etc) et ne pas continuer à entretenir une confusion, qui les arrange peut-être, mais qui pénalise les vrais chercheurs en informatique face aux délinquants. En échange, j'écoute ce qu'ils ont à dire sur ce que nous faisons, leurs craintes et leurs attentes.

Suite de l'interview page 3...

* Peer to peer (P2P) est un modèle de réseau informatique proche du modèle client-serveur mais où chaque client est aussi un serveur (ex: Skype)

Interview du LCL de gendarmerie Eric Freyssinet

Chef de la division de lutte contre la cybercriminalité

◆ Avez-vous parlé des forums ?

Oui, pour mettre en garde ceux qui sont simplement curieux, ou tournés vers la recherche, de ne pas se faire manipuler ou infiltrer par des gens qui ont de vraies intentions malveillantes. Pour leur expliquer aussi les limites à ne pas dépasser, j'ai rappelé qu'on ne teste pas une attaque informatique contre une entreprise (sauf si elle est consentante) mais contre un serveur qu'on a soit même installé. De même le débat sur la divulgation des failles de sécurité ("responsible disclosure", "full disclosure") n'est pas posé en termes adéquats: dévoiler une faille à exploiter sur Internet ne tombe pas forcément dans les mains de gens bien intentionnés.

◆ Pouvez-vous préciser à qui vous pensez ?

On peut rencontrer sur le net des membres du Crime organisé, ou bien des gens qui sont en contact avec les mafias, qui achètent des informations et cherchent à les exploiter ensuite directement ou indirectement: il y a toute une variété de possibilités. La manipulation n'est pas toujours négative (vol, escroquerie...) elle peut être parfois positive (apporter des moyens à quelqu'un pour faire ses recherches par exemple). Basculer du mauvais côté n'est pas uniquement procéder directement à des actes malveillants.

◆ Menez-vous une surveillance des forums ?

Nous n'avons pas aujourd'hui de cadre juridique pour ce type d'infraction. Nous pouvons, sur Internet, faire des investigations sous pseudonyme pour les atteintes aux mineurs et en matière de jeux en ligne illégaux depuis 2007. Nous ne pouvons pas le faire pour les atteintes aux systèmes de traitement automatisés de données et pour les conséquences connexes. Par contre, lorsque les forums sont ouverts et qu'on peut observer sans nécessité de pseudonyme, il nous arrive de le faire. Mais il nous manque un outil juridique pour, par exemple, nous infiltrer pour faire la chasse aux groupes s'échangeant des numéros de cartes volées ou s'échangeant des logiciels malveillants pour les collecter (les "cardeurs"). Ce sont des communautés assez fermées qui commettent des actes malveillants.

◆ Est-ce le même handicap que vous vivez en matière de pédophilie et de pédopornographie ?

Non, malheureusement non. La situation est tellement dégradée sur ce terrain que nous n'avons pas besoin de provoquer pour nous voir proposer des choses, que ce soit en tant qu'enfant ou adulte, car les prédateurs se sentent terriblement libres de faire ce qu'ils font. Ils sont motivés par une sorte d'obstination liée soit à leurs pratiques sexuelles soit à une obsession. Ils sont dans un schéma qui les empêche d'avoir des limites. Il y a peu de pervers manipulateurs. Ce sont surtout des gens mus par leurs pulsions. Notre travail est d'identifier, parmi toute cette masse de gens, ceux qui sont les plus dangereux, ce qui est difficile. Par contre dans ce domaine, l'investigation sous pseudonyme nous a permis d'entrer en contact avec des gens qui n'échangent jamais d'images, donc n'ont jamais été interpellés dans une affaire judiciaire, et qui sont pourtant en recherche active d'enfants...

◆ Que pensez-vous de la cybercriminalité contre les entreprises ?

Dans la sphère privée, la plupart du temps on est victime de piratage informatique de la part de ses voisins du fait que beaucoup d'accès Wifi sont mal sécurisés. Dans le monde économique, très souvent les entreprises ou les administrations sont piratées par l'entremise de leurs employés ou à leurs sous-traitants. En matière d'atteintes aux entreprises, le vrai problème vient de l'absence fréquente de plainte de la part des entreprises qui obéissent à plusieurs types de raisons: la peur de ce qu'on pourrait découvrir parce que l'entreprise est mal protégée, la peur du blocage de l'entreprise et des conséquences économiques, la peur d'un procès pénal public pour leur image, l'idée que la gendarmerie n'est pas compétente et qu'on ne saura pas résoudre leur problème, etc.

◆ Que répondez-vous aux entreprises ?

Nous répondons que nous avons les compétences techniques et que, lorsqu'un domaine nous échappe, nous savons où aller chercher l'information. Nous savons être à l'écoute. Enfin, nous savons agir de manière à perturber le moins possible le fonctionnement des entreprises victimes.

Interview réalisée par Alain Establier

Dans les secteurs

→ Le lanceur Ariane 5 a lancé 2 nouveaux satellites de télécommunications...

...depuis la base spatiale de Kourou en Guyane Française: Yahsat Y1A et Intelsat New Dawn. Yahsat Y1A, construit par Astrium et Thales Alenia Space, pour le compte de l'opérateur Al Yah Satellite Communications Company PrJsc des EAU, fournira des solutions innovantes à large bande pour l'acheminement d'Internet, des données d'entreprises et de la TV HD, sur une zone s'étendant de l'Afrique à l'Asie du Sud-ouest en passant par le Moyen-Orient et l'Europe. Le second satellite appartient à New Dawn Satellite Company Ltd, une JV entre Intelsat et Convergence Partners, et a été construit par Orbital Sciences Corporation. Il est équipé de 28 récepteurs en bande C et 24 en bande Ku pour offrir un large éventail de services (téléphonie, Internet, applications média, réseaux de données) à l'ensemble du continent africain.

→ L'éditeur SimplySim racheté par Optis Group

L'éditeur de logiciels Optis Group, spécialisé en simulation de la lumière et de la vision, a racheté SimplySim, éditeur de logiciel 3D et temps réel. Optis Group propose des solutions numériques liées à l'ergonomie et à l'interface homme-machine, notamment dans le domaine des transports et de la Défense, et SimplySim facilite l'utilisation de la simulation 3D. L'intégration de SimplySim ouvre à Optis Group de nouveaux horizons dans les applications militaires et les "serious games".

→ Première sortie à la mer de la frégate multimissions (FREMM) Aquitaine

La première des 11 FREMM, commandées par la DGA pour la Marine nationale française, a appareillé le 18 avril 2011 pour effectuer sa première sortie à la mer au large de Lorient. D'un tonnage de 6000 tonnes pour une longueur de 142 m, pouvant atteindre une vitesse de 27 nœuds, servies par un équipage réduit de 108 personnes, les FREMM sont fortement armées: missiles mer-mer 40 Exocet, missiles antiaériens Aster, torpilles MU90. Elles pourront mettre en œuvre un hélicoptère NH90 Caïman, ainsi que des forces spéciales et leurs équipements.

→ Cassidian sécurisait les Championnats du monde de ski nordique à Oslo

Un système de radiocommunications TETRA veillait sur les manifestations grâce au prestataire de services norvégien TC Connect. Habituellement, le réseau TC Connect dessert un millier d'utilisateurs dans la région d'Oslo, le principal client étant le métro de la capitale. Au cours des Championnats du monde de ski nordique, 650 personnes sont venues grossir les rangs des abonnés. La plupart des terminaux utilisés étaient du type THR9i, le dernier modèle de Cassidian, qui inclut notamment une fonctionnalité d'avertissement de détresse "Lifeguard".

→ Zodiac Hurricane fournit des embarcations à la Marine française

Le premier des 35 Zodiac EDO NG (Embarcation de Drome Opérationnelle - Nouvelle Génération) commandés par la DGA a été délivré à la Frégate Courbet, pour ses opérations de sauvetage rapide, d'abordage et d'interception. D'une longueur de 7 mètres et pouvant atteindre la vitesse de 30 nœuds avec 5 personnes à son bord cette embarcation, produite au Canada par une filiale de Zodiac Milpro, peut être équipée d'une mitrailleuse légère à l'avant.

→ Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS)

Co-organisées par le CSFRS, l'IHEDN et l'INHESJ, les 2èmes Assises nationales de la recherche stratégique se tiendront à l'Ecole militaire (Paris) le 08 juin 2011, avec pour thème "France, Europe, Monde. Flux et tensions stratégiques: les Etats à la croisée des chemins". Les sujets traités aborderont entre autres la cyber-défense, la gestion des flux stratégiques (financiers, minéraux, énergétique...) et la durabilité comme enjeux de puissance. En marge des Assises, Alain Bauer nous précise que le processus de rapprochement entre l'IHEDN et l'INHESJ est maintenant abouti (à quelques nuances administratives près) et qu'il n'est pas question de fusionner ces 2 Instituts, chacun amenant sa spécificité et sa compétence propre aux formations des corps d'origine opposée. Par contre, concernant le CSFRS, il semble que le financement public/privé d'études, de qualité et d'intérêt commun (telles que les "terres rares" ou "l'exploitation des réserves stratégiques"), reste difficile à mettre en place, sans doute pour des questions de culture...

Les marchés financiers

→ Tendence générale des marchés

L'agence de notation S&P vient d'assortir la note souveraine américaine long-terme AAA d'une perspective négative. Il est difficile d'être surpris: le déficit budgétaire 2010 dépasse encore 10% du PIB, sans perspective d'amélioration significative en 2011 et le ratio dette/PIB est passé de 64% fin 2007 à 94% fin 2010, en route vers le seuil de 100%. Il était d'ailleurs incompréhensible de continuer à distribuer des cartons rouges dans la Zone Euro (déficit budgétaire 2010: 6% du PIB, ratio dette/PIB fin 2010: 85% du PIB, avec une dérive de 19% sur 4 ans) déjà engagée dans la voie du redressement budgétaire, sans donner le moindre carton jaune aux USA, dont les premiers efforts significatifs ont toutes les chances d'être reportés après les Présidentielles 2012. Pas de réaction fortement négative sur les marchés, toujours euphorisés par l'abondante liquidité de la Fed. Les plus optimistes estiment même que cela devrait contraindre les politiques à entreprendre plus vite le redressement des comptes nationaux. Il n'en reste pas moins vrai que la perte du AAA par les USA (1 chance sur 3 à horizon 2 ans, selon S&P) pourrait déclencher de violents mouvements de marché.

Les Leaders du secteur Security & Defense

Nom	Pays	Cours au 31/12/10	Cours au 14/04/11	Cours au 28/04/11	▲ / ▼	Depuis le 01/01/11	Nom	Pays	Cours au 31/12/10	Cours au 14/04/11	Cours au 28/04/11	▲ / ▼	Depuis le 01/01/11
Rheinmetall	DE	60,17	57,53	59,59	▲	-1%	Saab Group	SW	123	137,3	135,5	▼	10%
ThyssenKrupp	DE	30,99	29,72	30,62	▲	-1%	Volvo AB	SW	118,5	106,4	112,7	▲	-5%
Siemens	DE	92,70	92,83	97,79	▲	5%	Babcock Int Group	UK	571	614,5	634,5	▲	11%
Alcatel-Lucent	FR	2,18	4,07	4,3	▲	97%	Bae Systems	UK	330	328,1	329,2	▲	0%
Bull	FR	3,41	4,54	4,71	▲	38%	Qinetiq Group	UK	130	121	121,5	▲	-7%
Dassault Aviation	FR	601	650	650	▲	8%	Ultra Electronics	UK	1696	1668	1731	▲	2%
EADS	FR	17,32	20,75	21,08	▲	22%	Cisco Systems	US	20,23	17,25	17,19	▼	-15%
Gemalto	FR	31,84	34,6	34,83	▲	9%	Elbit Systems	US	53,13	56,1	56,68	▲	7%
Radiall	FR	71,5	73	77,5	▲	8%	General Dynamics	US	70,96	71,81	72,72	▲	2%
Safran	FR	26,5	23,92	25,42	▲	-4%	Honeywell International	US	53,16	57,31	61,46	▲	16%
Thales	FR	26,18	28,2	29,67	▲	13%	Ingersoll Rand	US	47,09	47,33	50,79	▲	8%
Finmeccanica	IT	8,51	8,7	9,38	▲	10%	L3 Communications	US	70,49	77,01	80,12	▲	14%
Hitachi Ltd	JP	433	405	438	▲	1%	Lockheed Martin	US	69,91	78,31	79,16	▲	13%
Mitsubishi Electric	JP	852	870	891	▲	5%	Raytheon	US	46,34	48,68	49,76	▲	7%
Panasonic	JP	1153	1019	998	▼	-13%	SAIC Inc	US	15,86	17	17,55	▲	11%
Sony	JP	2927	2494	2260	▼	-23%	Texas Instruments	US	32,5	34,34	35,9	▲	10%
Assa Abloy	SW	189,5	176,4	180,4	▲	-5%	Tyco International	US	41,44	52,01	48,87	▼	18%
Axis AB	SW	122,5	142,25	148	▲	21%	United Technologies	US	78,72	84,21	87,86	▲	12%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

→ Flash sur une valeur

Texas Instruments

Flottant: 1 167 135 000 actions soit 99,5% du total

Cours au 31/12/2010 : 32,50 USD

Cours au 14/04/2011 : 34,34 USD

Cours au 28/04/2011 : 35,90 USD

Variation par rapport au 31/12/2010 : + 10 %

Dividende 2010: 49 cents par action soit un rendement de 1,50 %

Actualités: Avec un CA 2010 de 13,9 milliards de dollars et un RN de 3,2G\$ ce groupe de 29.000 personnes se porte bien. Spécialisé depuis 1954 dans les semi-conducteurs, le groupe produit des solutions pour la Sécurité et la Défense: vidéosurveillance, lecteur biométrique, composants pour scanners à bagages, capteurs de fumée et de bris de glace, composants pour l'imagerie militaire, l'avionique, les missiles, les radars, les sonars, les systèmes GPS, etc.

Infos utiles

- Une publication bimensuelle
- Rédacteur en chef : Alain Establier
- Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
26 rue de la République 92150 Suresnes, France
520 236 662 RCS Nanterre
E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
Web: www.securitydefensebusinessreview.com

- Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
- Abonnement annuel : 900 € HT (TVA 5,5 % : 949,50 € TTC)
- Abonnement semestriel : 550 € HT (TVA 5,5 % : 580,25 € TTC)
- ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 17 Mai 2011**

MultiMedia: la face cachée du consumérisme

La contrefaçon mondiale touche aux domaines les plus variés. Des montres aux pièces détachées automobiles et des produits pharmaceutiques aux logiciels, l'imagination des organisations mafieuses n'a, en la matière, aucune limite. Parmi les produits de contrebande on a tendance à oublier le piratage de films...

En Italie, un chef mafieux repentí a expliqué aux autorités comment la Camorra, travaillant avec les Triades chinoises et taïwanaises, gagnait des millions de dollars dans les activités de contrefaçon incluant les films piratés... En Angleterre, 21 chinois immigrés clandestins traités en esclaves se sont noyés en 2005, près de l'île de Man, surpris par la marée montante pendant qu'ils ramassaient illégalement des crustacés. Chez leurs "maîtres" on a retrouvé 4000 DVD contrefaits et du matériel de piratage de films....

→ Le marché du piratage de films *

Les faussaires et contrefacteurs ont toujours à cœur de gagner de l'argent facilement avec le moins de risque possible. Contrairement aux trafics de stupéfiants ou aux attaques à main armée, dans le piratage de films le climat est moins dangereux... Un film piraté, copié sur un DVD, s'achète en Malaisie environ 0,70 cents US et se revend 1\$ dans les rues de Bangkok, 5\$ à Chinatown (New York), 9\$ à Londres (près de 13 fois plus). S'il a l'allure d'un film légal on peut le vendre au prix légal, soit 18\$. Face à ce jackpot économique le risque pénal est faible, puisque le trafiquant n'encourt (en France) que 2 à 3 ans de prison (qu'il ne fera probablement pas), à comparer aux 10 ans pour trafic de stupéfiants. Ce raisonnement s'applique aux films, aux jeux vidéos et aux logiciels.

C'est un marché à forte demande pour différentes raisons, qui tiennent à la fois aux consommateurs mais aussi à certains gouvernements qui restreignent l'importation de films étrangers. Il n'y a donc pas que les films produits à Hollywood ou en Europe qui sont piratés, mais aussi ceux produits en Inde, à Hong-Kong, au Nigéria, en Thaïlande, etc.

→ Une diversification pour le Crime organisé

L'intérêt des organisations criminelles pour le piratage de films répond à des considérations économiques, comme pour toute industrie, à savoir consolider son marché, le développer horizontalement ou préférer une intégration verticale. L'observation des grandes "familles" du Crime illustre ces stratégies. Au Canada, les "Big Circle Boys" (filiale d'un syndicat du crime chinois) avaient réussi l'intégration parfaite avec des activités totalement diversifiées: racket, trafic d'êtres humains, fausse monnaie, blanchiment, jeux clandestins, prêts usuriers, trafic de stupéfiants, prostitution, trafic d'armes, assassinats, faux papiers, contrefaçons et piratage de films! En Angleterre, la "Lotus Trading Company" se contentait, si l'on peut dire, de la vente de produits contrefaits, du trafic d'êtres humains et du piratage de films. Cette dernière activité, sous forme de DVD ou "on line", se retrouve en fait dans toutes les "familles" mafieuses. Celles dont nous parlons, découvertes par les services de police et condamnées, ont du être remplacées car le marché n'attend pas...

→ Le terrorisme se finance aussi avec le piratage de films

Dans ces colonnes (N°30 du 14/12/2010), Stéphane Quéré a démontré comment la "D-Company" du Pakistan était liée au terrorisme, au travers de son implication dans les attentats de Bombay (Inde) le 12/03/1993: bilan 257 morts et des centaines de blessés. La "D-Company, outre la contrefaçon, le trafic de stupéfiants, le racket, le trafic d'armes et la fausse monnaie, pratique aussi le piratage de films. En Grande-Bretagne, la police a prouvé que l'IRA (Irish Republican Army) se finançait grâce au trafic d'armes et au racket, mais aussi grâce au trafic de stupéfiants, au commerce de produits contrefaits et aux films piratés. La région des 3 frontières (Brésil, Argentine et Paraguay) est connue pour être une zone de financement des terroristes du Hezbollah, leur permettant de récolter directement au moins \$150M par an "pour la cause". En 2004 Assad Ahmad Barakat, contrefacteur de DVD connu de la police, avait ainsi transféré au Hezbollah en une seule fois \$3,5M... Le réseau Barakat pratiquerait toujours le racket, le trafic de fausse monnaie, le blanchiment, les paris clandestins, le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes, le trafic de faux papiers, la contrefaçon et le piratage de films. C'est une réalité à méditer avant de regarder votre DVD ce soir...

Alain Establier

* D'après "Film Piracy, Organized Crime and Terrorism", Gregory F. Treverton and all / The RAND Corporation